Le 11-07-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

« Et le Français n’arme son bras / Que pour détruire l’esclavage. »
Rouget de Lisle, la Marseillaise, 1792

Un pouvoir populaire, patriotique, républicain et pacifique devrait prendre appui sur la date

hautement progressiste du 14 juillet pour, tout à la fois, célébrer l'héritage de la Révolution française, réaffirmer l'engagement du peuple français pour l'indépendance nationale, pour la paix mondiale gravement menacée et pour les idéaux de liberté, d'égalité, de fraternité et de justice; des idéaux que surent tour à tour porter les Sans-Culotte, le Front populaire antifasciste de 1936 et le peuple ouvrier de Paris défilant en masse le 14 juillet 1946 pour soutenir le programme du CNR.

Pourtant, la cérémonie programmée par Macron dans un contexte de marche à la guerre continentale antirusse, de fascisation en Europe et de régressions sociales massives, portera un message totalement antinomique de ce que devrait signifier au monde la fête nationale française. L'anti-14 juillet macroniste de 2026 sera en effet caractérisé par…

1) L'insulte faite à la Révolution française. En effet, soutenu par une pseudo gauche se déclarant « girondine », Macron fomente l'éclatement territorial de la République une, laïque et indivisible. Dans ce but, le bloc dit central appuyé par le PS – et même, hélas, par la France « insoumise » -,– , accélère le passage à l' »autonomie » de la Corse et demain, inévitablement, celles de l'Alsace et de la Bretagne ; au risque d'un euro-depecage de l'Hexagone et de l'ensemble des conquêtes sociales et démocratiques dont la République indivisible est le socle géographique;

2) **Loin d'exalter l'Indépendance nationale**, ce qui imposerait de dénoncer la tutelle mortifère de l'UE-Otan sur notre pays, l'anti-14 juillet macroniste sera entièrement placé sous les auspices de l'UE, de l'OTAN, de la prétendue défense européenne alignée sur Washington. Ce qui signifie de facto l'abaissement définitif de l'armée française et de la force de frappe nucléaire française en tant que forces nationales indépendantes ;

3) **Loin de promouvoir la démocratie et la paix mondiale**, cet anti-14 juillet de mort mettra en vedette le régime corrompu et pronazi de Kiev dont un détachement militaire notoirement encadré par des officiers néo-nazis issus du régiment Azov défileront sur les Champs-Elysées.

Ils le feront au mépris de la Résistance française, mais aussi en bafouant la mémoire des milliers de juifs ukrainiens, de Polonais et de communistes soviétiques que les Stépan Bandera, Melnyk et autres fauteurs de génocide encensés par Zelensky ont martyrisés sur le sol ukrainien, quand ces auxiliaires de Hitler combattaient nos héroïques alliés de l'Armée rouge.

Dans ces conditions, les signataires du présent appel invitent les Français épris de souveraineté, de progrès social et de démocratie à dénoncer l'entreprise macroniste destinée à torpiller la paix mondiale tout en piétinant les aspirations du peuple français qui, dans sa masse, reste fidèle à l'héritage révolutionnaire et antifasciste du 14 juillet et ne souhaite rien d'autre que de vivre en paix avec tous les pays du monde. Y compris avec cette Russie dont le Général de Gaulle pouvait dire en 1944, lors de sa visite d'État en URSS, qu'elle avait « joué le rôle principal dans notre libération ».
Premiers signataires de l'appel

Georges Gastaud, président du Pôle de Renaissance communiste en France (PRCF), directeur politique d'Initiative communiste (I.C.) ;

Gilda Guibert-Landini, présidente du Pôle de Renaissance communiste en France (PRCF) et de l'association Carmagnole-Liberté ;

Fadi Kassem, secrétaire général du Pôle de Renaissance communiste en France (PRCF) ;

René Barchi, fils de FTP-MOI, neveu de résistants tués par les nazis ;

Jean-Louis Brunati, membre de la Dynamique populaire constituante (DPC) ;
Jean-Pierre Combe, officier honoraire du service d'Etat-Major, membre du Comité central du Pôle de Renaissance communiste en France (PRCF) ;
Alain Corvez, colonel et conseiller en stratégie internationale ;
Jean-François Dejours, professeur de philosophie retraité, militant syndical et politique.
Michèle Dessenne, présidente du Parti de la démondialisation (Pardem) ;
Vincent Flament, secrétaire du Comité internationaliste pour la Solidarité de classe (C.I.S.C.) ;
Claude Gaucherand, contre-amiral 2S
Diane Gilliard, rédactrice en chef du journal Initiative communiste (I.C.) ;
Danielle Goussot, porte-parole et secrétaire nationale de RPS-FIERS ;
Jacques Kmiéciak, journaliste et syndicaliste CGT dans le Pas-de-Calais ;
Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine Paris-Cité (Paris 7), membre du PRCF.
Jacques Nikonoff, président de la Dynamique populaire constituante (DPC) ;
Jean-Pierre Page, ancien responsable du département international de la CGT ;
Joël Peruchaud, membre du Bureau politique du Parti de la démondialisation (Pardem).
Marc Pujol-Latour, membre du Parti de la démondialisation (Pardem) ;
Michel Quinet, membre du Parti de la démondialisation (Pardem) ;
Marcelle Sage-Pranchère, veuve de Pierre Pranchère, ancien résistant FTPF, ancien élu communiste de la Nation, ancien vice-président du Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF) de Corrèze.
Arsène Schmitt, président du Comité de Défense des Travailleurs Frontaliers de la Moselle, membre du PRCF.
Jean-Michel Toulouse, membre du Bureau politique du Parti de la démondialisation (Pardem).

Signez l'appel

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire